

Génocide au Rwanda : « la décision du gouvernement français est grave et regrettable » (PCF)

Parti communiste français

L'Humanité, 9 avril 2014

Qu'attendent encore les autorités françaises pour ouvrir leurs archives diplomatiques et militaires sur le génocide au Rwanda et les années qui l'ont précédé ?

20 ans après, la vérité cherche toujours à se frayer un chemin. Et tant qu'on ne créera pas les conditions pour faire toute la lumière sur cet épisode tragique de l'histoire, la France restera prisonnière d'une logique préjudiciable au continent africain et à elle-même.

Alain Juppé, ancien ministre des Affaires étrangères à l'époque du génocide, a appelé samedi François Hollande « à défendre l'honneur de la France », face à ce qu'il qualifie « d'inacceptable mise en cause de la France » par le président rwandais Paul Kagamé. Mais défendre l'honneur de la France, ce n'est pas faire semblant de s'insurger, c'est produire des actes : si monsieur Juppé et les acteurs de l'époque veulent vraiment défendre l'honneur de notre pays, c'est très simple, qu'ils commencent par demander la levée du secret-défense, la communication aux chercheurs, aux parlementaires et au public de tous les documents officiels concernant le rôle

de la France, y compris les archives de l'Élysée portant sur le génocide.

La réalité est qu'il y a beaucoup trop de zones d'ombre sur ces années entre 1990 et 1994 où la France a soutenu le pouvoir rwandais qui préparait le génocide, en livrant des armes et en participant au commandement militaire à Kigali (opération *Noroît*). Les services diplomatiques et militaires avaient alerté en vain le gouvernement français sur l'imminence d'un massacre organisé. Le rôle complice des autorités françaises dans le génocide est hélas attesté. Elles ont même facilité la fuite des assassins vers le Congo voisin.

Il y a une leçon à tirer pour la France elle-même du drame inhumain qui s'est déroulé. Nous devons reconsidérer de fond en comble nos relations avec les peuples et les États africains, plutôt que de considérer l'Afrique comme une zone d'intervention prioritaire sur le plan militaire sans jamais promouvoir une véritable politique de coopération et d'échange laissant aux Africains la maîtrise de leurs choix politiques et économiques de leurs pays.

La décision du gouvernement fran-

çais de ne pas envoyer de représentant officiel de haut rang aux cérémonies du 20^e anniversaire est grave et regrettable : la politique de la chaise vide porte d'abord atteinte à la mé-

moire du million de femmes, d'enfants et d'hommes victimes de la barbarie génocidaire.

Parti communiste français